

Les réformes du lycée mises en place par le ministre Chatel jouent pleinement leur rôle : supprimer des postes de fonctionnaires et d'enseignants en particulier. Ainsi à cette rentrée, avec 80 000 élèves supplémentaires dans le second degré, 4 800 postes d'enseignants ont été supprimés.

Au lycée Diderot, les conséquences de la réforme et des choix rectoraux se font dramatiquement sentir : la suppression d'une seconde entraîne des effectifs jamais vus au lycée dans les trois qui restent. Mais, pour le Rectorat, le nombre d'élèves nécessaire à la réouverture d'une quatrième seconde n'est pas atteint.

La première S comportera 36 élèves, une partie en SI, l'autre en SVT, sans que l'éventuel laboratoire de SVT ne soit fonctionnel à la rentrée.

Les premières STI2D atteignent péniblement une moyenne de 19 élèves, entraînant des inquiétudes sur une réduction de structure à la prochaine rentrée.

Dans les séries professionnelles, la réforme du "bac pro 3 ans" dont cette année voit l'achèvement de la mise en œuvre, n'a résolu aucun des problèmes, les difficultés des élèves se sont accrues, la reconnaissance des qualifications obtenues est de moins en moins garantie.

Pour l'Académie de Paris, le « pari » du Rectorat d'augmenter les effectifs de 1<sup>ère</sup> STI de 30 % est perdu. Le Rectorat annonce une augmentation de 1 % soit 5 élèves, sans être capable de justifier l'origine de ces chiffres. Les formations industrielles sont donc en grand danger sur l'ensemble de l'Académie.

Le lycée se trouve donc dans une situation paradoxale : il y a encore moins d'élèves mais les conditions d'enseignement se dégradent cette année encore ! Ce sont les effets de la politique du gouvernement : faites plus avec moins ! Une année de moins pour atteindre le bac pro, moins de spécialités en STI, moins d'heures pour les enseignements de spécialité ou d'exploration, regroupement des élèves pour les disciplines générales, moins d'options...

Une réaction massive s'impose pour arrêter le gouvernement dans son entreprise de démolition du système éducatif.

C'est le sens de l'action de grève intersyndicale, à l'initiative de la FSU et du SNES, dans l'éducation le 27 septembre.

C'est aussi pour imposer une autre politique fiscale et budgétaire que la FSU s'associera à toutes les initiatives prévues lors de la journée interprofessionnelle du 11 octobre.

Et c'est ce que défendront les candidats SNES et FSU lors des élections professionnelles du 13 au 20 octobre 2011.

Enfin, au niveau du CA, ne serait-il pas utile d'avoir une expression commune la plus large possible ? C'est la démarche que propose le SNES.

### **Expérimentation modularisation en BTS CRSA (ex MAI)**

Contrairement à ce qu'a indiqué le chef des travaux, la modularisation de ce BTS n'entraînerait pas l'annualisation des services. Les grilles horaires prévues au référentiel sont toujours hebdomadaires. Les modules ne seraient que des parties d'enseignements permettant l'attribution des crédits européens ECTS. Mais, **le texte définissant cette expérimentation n'a pas été publié**, il est bloqué à Matignon... Il n'y a donc, pour l'instant, pas de modularisation du BTS CRSA à mettre en œuvre !

**Tous en grève et en manifestation le mardi 27 septembre pour la défense des STI et du système éducatif !**

**Réunion lundi 19 septembre à 12 h 40 en salle des profs**